



## 1. Les organismes et les associations d'information et/ou de défense des consommateurs

Les consommateurs sont de plus en plus confrontés à des fraudes en matière de consommation. Des organismes publics et des associations ont été créés pour les informer et les défendre en cas de litige.

- **Les organismes publics**

- Au **niveau national** : la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

- Au **niveau régional** : la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE).

- Au **niveau départemental** : la Direction départementale de la protection des populations (DDPP).

- À chaque niveau, ces organismes veillent à ce que les textes législatifs et réglementaires en matière de police économique et de protection du consommateur soient appliqués.

- L'**Institut national de la consommation** (INC) conseille et informe les consommateurs.

- Les **associations de consommateurs** (comme, par exemple, UFC-Que choisir) représentent les consommateurs et défendent leurs intérêts économiques et sociaux.

## 2. La sécurité sanitaire

- La **veille sanitaire** est un dispositif de contrôle des risques qui peuvent altérer l'état de santé, individuel ou collectif.

L'**Agence régionale de santé** (ARS) assure la veille sanitaire avec l'appui de **Santé publique France**, agence chargée notamment de la surveillance sanitaire.

- Le **principe de précaution** impose de définir des mesures immédiates face à un possible danger pour la santé humaine, animale, végétale ou pour la protection de l'environnement.